

Final

**Normes de pratique – Normes de
pratique applicables aux assureurs
Les sections 2200 à 2500**

Commission de rédaction des normes de pratique

Révisé le 1er juin 2006

Mai 2006

Document 206070

This document is available in English

© 2006 Institut canadien des actuaires

2000 — ASSUREURS

2200 ÉVALUATION DU PASSIF DES POLICES : ASSURANCES IARD

2210 PORTÉE

- .01 Les normes énoncées dans la présente section (2200) s'appliquent conformément aux sous-sections 2110 et 2120. 2110
- .02 Abrogé

2220 PASSIF DES SINISTRES

- .01 *Le montant du passif des sinistres devrait correspondre à la valeur actualisée, à la date du bilan, des flux monétaires se rapportant aux sinistres (et des frais et impôts connexes) subis avant cette date. [En vigueur à compter du 1^{er} janvier 2003]*
- .02 Le montant du passif des sinistres se compose des éléments suivants :
- le montant des évaluations de dossiers;
 - une provision (positive ou négative) de matérialisation des sinistres déclarés, incluant les frais de règlement des sinistres; et
 - une provision pour les sinistres subis mais non déclarés, incluant les frais de règlement des sinistres.
- .03 La matérialisation des sinistres déclarés compense l'insuffisance ou la redondance des évaluations de dossiers.
- .04 Les sinistres subis mais non déclarés correspondent aux sinistres qui n'ont pas encore été déclarés à l'assureur, y compris ceux qui ont été déclarés mais pas encore saisis.
- .05 Il n'est pas nécessaire que la matérialisation des sinistres déclarés et des sinistres subis mais non déclarés fasse l'objet d'un calcul distinct. Certaines méthodes d'évaluation permettent uniquement le calcul de la valeur totale de ces deux éléments.
- .06 Le choix de la méthode d'évaluation dépend des circonstances du cas. L'actuaire envisagerait normalement plusieurs méthodes avant d'en choisir une. Chaque méthode renferme des hypothèses, par exemple une hypothèse selon laquelle les modèles de règlement applicables à l'expérience antérieure des sinistres sont uniformes et identiques à ceux applicables à l'expérience future de l'assureur. Dans la mesure du possible, l'actuaire rajusterait l'expérience antérieure des sinistres en tenant compte de ces hypothèses.

.07 L'actuaire tiendrait compte des circonstances du cas au moment de choisir les hypothèses. Les statistiques connues des sinistres ne sont peut-être pas pertinentes pour les hypothèses au sujet de l'expérience future des sinistres de l'assureur à la suite de changements internes, au chapitre des éléments suivants :

- les pratiques de souscription de l'assureur;
- ses méthodes de traitement des sinistres, y compris les évaluations de dossiers;
- la réassurance;
- le traitement des données; et
- la comptabilité;

1730.08
1730.10
1730.17

et de changements externes, tels l'inflation et les changements suivants :

- le contexte judiciaire, réglementaire et législatif; ou
- les assureurs pour le marché résiduel, notamment la *Facility Association*.

.08 L'expérience antérieure et future au chapitre des sinistres d'un groupe ou association auquel l'assureur participe a tendance à échapper au contrôle de l'assureur et peut différer de l'expérience de l'assureur au chapitre des sinistres.

2230 PASSIF DES PRIMES

.01 *Le montant du passif des primes (après déduction de l'actif des frais d'acquisition reportés afférents aux polices) devrait correspondre à la valeur actualisée, à la date du bilan, des flux monétaires se rapportant à la matérialisation des primes, et aux sinistres, frais et impôts engagés après cette date à l'égard des polices en vigueur à cette date ou à une date antérieure. [En vigueur à compter du 1^{er} janvier 2003]*

2130.03

.02 L'actuaire tiendrait compte des normes applicables au passif des sinistres dans le choix des hypothèses se rapportant aux sinistres.

.03 Les frais englobent les frais de règlement des sinistres et les frais de service des polices.

.04 La matérialisation des primes comprend certaines primes comme les primes de rétablissement et les provisions pour polices tarifées en fonction de l'expérience.

2240 VALEURS ACTUALISÉES

.01 Le taux de rendement prévu des placements aux fins du calcul de la valeur actualisée des flux monétaires correspond au taux de rendement de l'actif qui appuie le passif des polices. Il dépend des facteurs suivants :

- la méthode d'évaluation de l'actif et de déclaration du revenu de placements;
- la répartition de l'actif et du revenu entre diverses branches d'affaires;
- le rendement de l'actif à la date du bilan;
- le rendement de l'actif après la date du bilan;
- les gains et pertes en capital à l'égard des éléments d'actif vendus après la date du bilan;
- les frais de placements; et
- les pertes découlant d'un défaut de paiement (risque C-1).

- .02 L'actuaire n'est pas tenu de vérifier l'existence et la propriété de l'actif à la date du bilan, mais il tient compte de sa qualité.

2250 MARGE POUR ÉCARTS DÉFAVORABLES

- .01 Les normes énoncées dans la présente sous-section (2250) s'appliquent à la sélection d'une marge pour écarts défavorables aux fins des hypothèses d'évaluation du passif des polices au moyen d'un scénario unique. 1740.39

- .02 *L'actuaire devrait choisir une marge pour écarts défavorables qui se situe à l'intérieur des limites définies par la marge inférieure et la marge supérieure de cette hypothèse. Les critères de sélection de cette marge devraient refléter les facteurs déterminants pour cette hypothèse.* 2250.10

- .03 *La marge sélectionnée devrait tendre vers la marge supérieure dans la mesure où les facteurs envisagés dans l'ensemble, mais compte tenu de leur importance relative individuelle,*

étaient instables au cours de la période visée par les données sur l'expérience antérieure sur lesquelles le choix de l'hypothèse correspondante prévue se fonde et l'effet de cette instabilité ne peut être quantifié; ou

mine par ailleurs la confiance à l'égard de la sélection de l'hypothèse correspondante prévue

et vers la marge inférieure dans le cas contraire.

- .04 *La marge sélectionnée devrait varier*

entre le passif des primes et le passif des sinistres;

entre les branches d'affaires; et

entre les années de survenance, les années de police ou les années de souscription, selon le cas

d'après les variations de ces facteurs. [En vigueur à compter du 1^{er} janvier 2003]

Hypothèses assujetties à la marge

- .05 L'actuaire inclurait une marge dans les hypothèses pour tenir compte des éléments suivants :

la matérialisation des sinistres;

le recouvrement de la réassurance cédée; et

les taux de rendement des placements.

- .06 Normalement, l'actuaire n'inclurait pas de marge dans les autres hypothèses. Pour donner un exemple de circonstances inusitées justifiant une exception, citons :

une hypothèse de subrogation et de recouvrement : Présentation sous forme d'actif et comme un poste distinct du passif des sinistres.

Montants des marges supérieures et inférieures

- .07 La marge pour matérialisation des sinistres représente un pourcentage du passif des sinistres, n'incluant pas la provision pour écarts défavorables.
- .08 La marge de recouvrement de la réassurance cédée représente un pourcentage du montant déduit à l'égard de la réassurance cédée dans le calcul du passif des primes ou du passif des sinistres, selon le cas, sans provision pour écarts défavorables.
- .09 La marge pour taux de rendement des placements représente une déduction du taux de rendement des placements prévu par année.
- .10 Les montants des marges sont les suivants :

	<u>Marge supérieure</u>	<u>Marge inférieure</u>
<u>Matérialisation</u> des sinistres	15 %	2,5 %
Recouvrement de cessions en réassurance	15 %	Zéro
Taux de rendement des placements	200 points de base	50 points de base

- .11 La sélection d'une marge pour écarts défavorables supérieure à une marge élevée pourrait s'avérer appropriée en cas de degré élevé d'incertitude, notamment pendant la période de transition à une nouvelle série de garanties.

Facteurs

- .12 Un facteur lié à une hypothèse engendre un manque de confiance dans cette hypothèse à la suite de l'instabilité antérieure ou future du facteur ou d'une lacune au chapitre de sa qualité, de sa quantité ou de son rendement. Par exemple,

l'instabilité des lignes directrices touchant l'établissement et l'examen des évaluations de dossiers peut engendrer une matérialisation incohérente entre les années de survenance; et

une série de différends au chapitre des sinistres et de la protection avec un réassureur crée de l'incertitude au sujet du recouvrement intégral de la part du passif du réassureur.

- .13 L'actuaire choisirait et évaluerait pour chacune des hypothèses les facteurs applicables aux circonstances de l'assureur, notamment :

les pratiques de l'assureur, par exemple les lignes directrices concernant l'exécution et l'examen des évaluations de dossiers;

les données, par exemple la stabilité de la fréquence et du coût moyen des sinistres;

la réassurance, par exemple les données historiques se rapportant aux différends entre réassureurs en matière de sinistres et de protection;

les placements, par exemple l'appariement de l'actif et du passif; et

le contexte externe, par exemple l'effet des changements réglementaires relativement au règlement des sinistres.

**2300 ÉVALUATION DU PASSIF DES POLICES :
ASSURANCE DE PERSONNES (ACCIDENTS ET MALADIE)**

2310 PORTÉE

- .01 Les normes énoncées dans la présente section (2300) s'appliquent conformément aux sous-sections 2110 et 2120. 2110

2320 MÉTHODE

- .01 *L'actuaire devrait calculer le passif des polices selon la méthode canadienne axée sur le bilan.* 2130.37
- .02 *Le montant du passif des polices calculé d'après cette méthode à l'égard d'un scénario particulier équivaut au montant de l'actif à la date du bilan qui est projeté être réduit à zéro à la date du dernier flux monétaire du passif en vertu de ce scénario.*
- .03 *La durée du passif devrait tenir compte des renouvellements ou des ajustements équivalant à un renouvellement, après la date du bilan, si* 2320.16
le pouvoir discrétionnaire de l'assureur à l'occasion de ce renouvellement ou de cet ajustement est limité en vertu d'un contrat; et
le passif des polices a augmenté à la suite de la prise en compte du renouvellement ou de l'ajustement.
- .04 *Dans le cadre de la projection des flux monétaires qui composent le passif des polices, l'actuaire devrait* 2130.05
tenir compte des attentes raisonnables des titulaires de polices; et
inclure les participations des titulaires de polices, à l'exception des transferts qui s'y rapportent au compte des actionnaires et des dividendes de propriété, comme étant des flux monétaires de prestations.
- .05 *L'actuaire devrait calculer le passif des polices pour plusieurs scénarios et adopter un scénario dont le passif des polices prévoit de façon suffisante mais non excessive les obligations de l'assureur à l'égard des polices pertinentes.* 1740.04
- .06 *Les hypothèses se rapportant à un scénario particulier se composent des éléments suivants :*
des hypothèses vérifiées par scénarios qui ne devraient comprendre aucune marge pour écarts défavorables; et
des autres hypothèses nécessaires, dont la meilleure estimation devrait être conforme aux hypothèses vérifiées par scénarios et qui devraient comprendre une marge pour écarts défavorables.
- .07 *Les hypothèses vérifiées par scénarios devraient comprendre à tout le moins les hypothèses de taux d'intérêt.*

.08 *Les scénarios d'hypothèses de taux d'intérêt devraient comprendre*

un scénario de base qui, à moins d'être promulgué autrement, suppose le maintien des taux de réinvestissement et d'inflation à la date de bilan et, à moins de motif explicite permettant de supposer autre chose, la stratégie de placement courante de l'assureur;

chacun des scénarios prescrits à appliquer sur une base déterministe;

une fourchette de taux comprenant chacun des scénarios prescrits lorsqu'il y a modélisation stochastique; et

d'autres scénarios convenant à la situation de l'assureur. [En vigueur à compter du 1^{er} janvier 2003]

Regroupement des éléments du passif et segmentation de l'actif

- .09 L'actuaire appliquerait normalement la méthode canadienne axée sur le bilan aux regroupements de polices utilisés dans l'appariement de l'actif et du passif de l'assureur aux fins de la répartition de l'actif ainsi que de sa stratégie de placement. Toutefois, une telle application n'est que commodité et n'empêcherait pas le calcul du passif des polices qui, pris globalement, rend compte des risques auxquels l'assureur est exposé.

Autres méthodes

- .10 Pour un scénario particulier, une autre méthode peut équivaloir ou être une approximation à la méthode canadienne axée sur le bilan. Si l'actuaire utilise cette autre méthode, le calcul pour scénarios multiples et le choix d'un scénario prévoyant une provision suffisante sans être excessive à l'égard des obligations de l'assureur seraient les mêmes que ceux appliqués en vertu de la méthode canadienne axée sur le bilan.

Actif sous-jacent

- .11 Au moment de répartir l'actif destiné à appuyer le passif, l'actuaire maintiendrait le lien entre les gains en capital non amortis, tant réalisés que non réalisés, et les segments de l'actif dont ils découlent.
- .12 La valeur des éléments d'actif qui appuient le passif à la date du bilan serait établie à leur valeur dans les états financiers, c'est-à-dire à leur valeur comptable, en tenant compte du revenu de produits de placements à recevoir et des ajustements pour insuffisance, des gains en capital amortis non réalisés et des gains en capital amortis réalisés.
- .13 Les flux monétaires prévus de l'actif tiendraient compte de l'effet des instruments financiers dérivés qui s'y rapportent et qui ne figurent pas au bilan.
- .14 Les flux monétaires prévus attribuables à l'impôt tiendraient compte des écarts temporaires et permanents générés entre l'amortissement des gains en capital conformément aux principes comptables généralement reconnus et ce qui est prévu selon les lois fiscales.

- .15 Il convient d'éviter les omissions et le double comptage dans les flux monétaires prévus des participations aux titulaires de polices. Par exemple, si le barème de participations inclut la distribution d'un gain en capital reporté et réalisé (net de tout impôt futur à payer correspondant), les flux monétaires prévus des participations ne tiendraient pas compte de cette distribution. Dans le cas contraire, les flux monétaires prévus découlant des participations tiendraient compte de toute distribution négative de pertes en capital reportées réalisées (nettes de tout impôt futur à payer correspondant). Un tel évitement ne s'applique qu'au passif et ne conviendrait pas si le barème de participations prévoyait la répartition de l'actif appuyant le capital ou la répartition du revenu de placements découlant de cet actif.

2320.35

Durée du passif

- .16 Si un élément d'une police fonctionne séparément des autres éléments, il serait alors considéré comme une police distincte comportant sa propre durée de passif; par exemple :

une rente reportée à primes variables en vertu de laquelle le taux d'intérêt garanti et la valeur en espèce qui se rattache à chaque prime sont indépendants de ceux des autres primes; et

un certificat d'assurance d'une association volontaire sans cotisation ou d'assurance collective de créanciers.

- .17 La durée du passif d'une police ne correspond pas nécessairement à la durée contractuelle de la police.

- .18 Dans ce contexte,

« renouvellement » signifie le renouvellement d'une police venant à échéance, et l'assureur peut ajuster les primes ou la protection à l'égard de la nouvelle période;

« ajustement » signifie un ajustement effectué par un assureur à l'égard de la protection prévue par une police ou un ajustement des primes, semblables aux ajustements effectués lors d'un renouvellement; et

« contrainte » signifie une contrainte empêchant l'assureur d'user de son pouvoir discrétionnaire à l'égard d'un renouvellement ou d'un ajustement suite à des obligations contractuelles, des engagements statutaires ou des attentes raisonnables des titulaires de polices. Parmi les exemples de contraintes, mentionnons l'obligation de renouveler une police à moins que ce renouvellement soit refusé pour toutes les autres polices d'une même catégorie, une garantie de primes, une garantie de taux d'intérêt, une garantie de compte général portant sur la valeur des fonds distincts et le plafonnement de l'ajustement. Le terme « contrainte » ne s'appliquerait pas si les prix lors du renouvellement ou de l'ajustement sont fondés sur la loi du marché et que ce marché est concurrentiel.

2320.28

- .19 La durée du passif d'une police tient compte de tous les renouvellements et ajustements avant la date du bilan. Selon les circonstances, cette durée peut également tenir compte de plus d'un renouvellement ou ajustement après cette date.

- .20 Si la durée du passif n'est pas évidente et si la sélection d'une durée plus longue avait pour effet de réduire le passif des polices, l'actuaire ferait preuve de prudence dans son choix. Par ailleurs, si la sélection d'une durée plus longue avait pour conséquence d'accroître le passif, l'actuaire choisirait habituellement cette durée plus longue. Le contenu l'emporterait sur la forme dans le cadre de ce choix; par exemple, une police d'assurance-vie universelle qui, sur le plan de la forme, correspond à une police d'assurance-vie à prime annuelle peut, au plan du contenu, équivaloir à une rente différée à capital constitutif.
- .21 La durée du passif
- d'une police annulée par l'assureur se termine à la date de l'annulation;
 - celle d'une police qui n'a pas été annulée, mais que l'assureur peut annuler au plus tard à la date de paiement des primes, se termine à cette date;
 - celle d'une police individuelle d'assurance-vie ou d'assurance contre les accidents et la maladie à prime annuelle se termine au dernier jour où le titulaire de la police peut prolonger sa protection sans le consentement de l'assureur.
 - celle du passif d'un certificat d'assurance collective (si la police d'assurance collective constitue effectivement un ensemble de polices individuelles) est la même que celle d'une police individuelle, à moins que les cotisations ou les ristournes d'expérience de la police collective n'empêchent les titulaires de certificat de pratiquer l'antisélection.
- .22 La durée du passif de toute autre police se termine à la première des dates suivantes :
- la date du premier renouvellement ou du premier ajustement effectué sans contrainte à la date du bilan ou après; et
 - la date de renouvellement ou d'ajustement après la date du bilan qui donne le passif maximum pour cette police.
- .23 L'actuaire prolongerait cette période strictement pour tenir compte des flux monétaires servant à compenser les frais d'acquisition ou les frais similaires
- dont le recouvrement à même les flux monétaires qui se ferait autrement au-delà de cette période a été pris en compte par l'assureur dans le cadre de la tarification de la police; et
 - lorsque la valeur des flux monétaires supplémentaires pris en compte en vertu de cette prolongation ne peut dépasser la valeur du solde des frais d'acquisition ou de frais similaires.

- .24 Le solde des frais d'acquisition ou de frais similaires serait réduit à zéro à l'aide d'une méthode appropriée. Cette méthode

utiliserait une durée équivalente à la durée de la prolongation du passif établie à la date d'entrée en vigueur de la garantie;

devrait prévoir un modèle de réduction raisonnablement apparié aux flux monétaires nets servant à compenser ces frais à la date d'entrée en vigueur; et

serait fixe, de sorte que le montant de la réduction pour chaque période ne varierait pas par rapport au montant établi à la date d'entrée en vigueur, à condition toutefois que le solde soit recouvrable à la date du bilan à même les flux monétaires supplémentaires pris en compte et que s'il n'est pas entièrement recouvrable, qu'il soit ramené au montant recouvrable en réduisant de façon proportionnelle le montant prévu pour chaque période future.

- .25 Cela sous-entend que la durée se termine à l'une des dates suivantes :

à la date du bilan si la police peut toujours être renouvelée ou ajustée sans contrainte;

au premier renouvellement ou ajustement après la date du bilan s'il n'existe aucune contrainte au moment de ce renouvellement ou ajustement; et

à la date de renouvellement ou d'ajustement déterminée par vérification pour toute autre police. L'actuaire calculerait le passif des polices en supposant que sa durée se termine à chaque date de renouvellement ou d'ajustement effectué à la date du bilan ou après cette date, jusqu'au premier renouvellement ou ajustement qui n'est pas sujet à une contrainte, et choisirait une durée qui correspond au passif des polices le plus élevé.

- .26 Un changement de prévision peut entraîner un changement par rapport à la durée du passif d'une police. Par exemple, la contrainte imposée par une garantie de coût d'assurance qui a eu pour effet de prolonger la durée du passif des polices peut ne plus avoir cet effet en cas d'amélioration de la mortalité. Par ailleurs, la contrainte d'un taux d'intérêt crédité garanti qui avait antérieurement été réputé sans effet peut devenir significative et ainsi prolonger la durée du passif des polices si des perspectives changent et s'orientent vers un taux d'intérêt inférieur au taux garanti.

.27 Par exemple, la durée du passif se termine :

à la date du bilan dans le cas d'un dépôt à taux d'intérêt quotidien sans garantie minimale, un contrat ne portant que sur les services administratifs sans garantie de dépenses, et la portion des fonds généraux d'une rente différée avec passif de fonds distincts, mais sans garantie; par exemple, sans garantie de valeur du fonds distincts;

à la date du premier renouvellement d'une rente différée à capital constitutif qui représente en fait un dépôt à terme (comportant une garantie de taux d'intérêt pour une période prescrite de trois ans, par exemple, à compter de la date du dépôt, sans garantie par la suite);

au premier renouvellement (habituellement un an après le renouvellement précédent) d'une police d'assurance collective, à moins d'une contrainte à la date du renouvellement; et

au prochain renouvellement ou ajustement, même s'il existe une contrainte à cette date ou après, mais que cette contrainte est si négligeable que sa prise en compte n'a pas pour effet d'augmenter le passif des polices.

Attentes raisonnables du titulaire de police

.28 Les polices de l'assureur définissent au plan contractuel les obligations de ce dernier envers les titulaires de polices. La définition prévue au contrat peut conférer à l'assureur une certaine marge de manœuvre, notamment en ce qui a trait :

à la détermination des participations des titulaires de polices, des ristournes d'expérience futures et des ajustements rétrospectifs de commissions;

au droit d'ajuster les primes.

.29 Le pouvoir discrétionnaire de l'assureur s'applique implicitement aux éléments suivants :

les méthodes de souscription et de règlement des sinistres; et

le droit de renoncer à des droits contractuels et de créer des obligations non prévues au contrat.

.30 Les attentes raisonnables des titulaires de polices :

peuvent être imputées aux titulaires de polices à titre d'attentes raisonnables au sujet du pouvoir discrétionnaire de l'assureur en la matière; et

découlent de la communication de l'assureur en matière de marketing et d'administration, de sa pratique antérieure, de sa politique courante et des normes générales d'éthique. Au titre de la pratique antérieure, mentionnons la non-utilisation du pouvoir discrétionnaire; par exemple, une situation prolongée sans affirmation d'un droit d'ajuster les primes pourrait porter atteinte à ce droit. La communication de l'assureur inclut les illustrations de participations des titulaires de polices et de rendement des placements à la date de vente d'une police et les communications d'intermédiaires raisonnablement perçus comme représentants de l'assureur.

- .31 Aux fins du choix des hypothèses se rapportant au pouvoir discrétionnaire de l'assureur en la matière, l'actuaire tiendrait compte des attentes raisonnables des titulaires de polices. Cette démarche influe non seulement sur la valeur du passif des polices, mais également sur les renseignements divulgués dans les états financiers.
- .32 Il est facile de déterminer les attentes raisonnables des titulaires de polices lorsque les méthodes de l'assureur sont claires, fixes et conformes à leurs communications et aux normes générales d'éthique, et lorsque l'assureur n'a pas l'intention de les modifier. L'actuaire discuterait de toutes les autres pratiques avec l'assureur dans le but de préciser les attentes raisonnables des titulaires de polices.
- .33 Si l'assureur apporte une modification susceptible d'influer sur les attentes raisonnables des titulaires de polices, l'actuaire tiendrait compte de la divulgation pertinente du changement dans la communication aux titulaires de polices et dans les états financiers, et de la période écoulée jusqu'à la réalisation des attentes ainsi modifiées.
- .34 Un différend concernant les attentes raisonnables des titulaires de polices peut entraîner un recours collectif ou d'autres poursuites de la part des titulaires de polices contre l'assureur, qui pourraient influencer sur le passif des polices ou entraîner un passif éventuel.

Participations des titulaires de polices

- .35 Les flux monétaires présumés des participations des titulaires de polices proviennent des participations périodiques (habituellement annuelles) et des participations de sortie et autres participations différées, à l'exception du transfert, rattaché aux participations versées, du compte de participation à celui des actionnaires dans le cas d'un assureur par actions.
- .36 Il conviendrait d'éviter les omissions et le double comptage entre les flux monétaires présumés des participations des titulaires de polices, ceux d'autres éléments du passif des polices et ceux d'autres éléments de passif ne se rapportant pas au passif des polices. Par exemple, si l'actuaire a évalué le passif des polices à l'égard des avenants et garanties complémentaires des polices avec participations comme s'il s'agissait de polices sans participation (c'est-à-dire avec une provision pour écarts défavorables supérieure à celle qui est appropriée pour l'assurance avec participations), les flux monétaires présumés des participations des titulaires de polices excluraient alors la portion de l'excédent incluse dans le barème de participations.
- .37 Les barèmes de participations retenus dans un scénario particulier seraient conformes aux autres éléments de ce scénario, mais tiendraient compte de la mesure dans laquelle l'inertie de l'assureur, les attentes raisonnables des titulaires de polices et les pressions exercées par le marché peuvent empêcher le barème de participations de réagir aux changements supposés dans le scénario. Ces barèmes de participations seraient également conformes à la politique de l'assureur en matière de participation sauf dans un scénario que cette politique ne prévoit pas et qui en susciterait la modification.
- .38 Si le barème courant des participations prévoit une détérioration future de l'expérience, l'actuaire supposerait le maintien de ce barème à la suite de cette détérioration. Si le barème ne tient pas compte d'une récente détérioration de l'expérience, mais que la politique de l'assureur prévoit y réagir, et si le délai de réaction ne suscite pas une attente contraire raisonnable chez les titulaires de polices, l'actuaire supposerait un ajustement aux barèmes de participations.

- .39 Une hypothèse de participations en espèces versées à tous les titulaires de polices ne s'applique que si les autres options de participation comportent une valeur équivalente, sans quoi l'actuaire :

ajusterait les participations en espèces pour tenir compte de la valeur différente des autres options ou poserait une hypothèse explicite au sujet du choix des titulaires de polices face aux diverses options offertes aux titulaires de polices; et

établirait une provision pour tenir compte de l'antisélection qui découlera du recours accru aux options les plus avantageuses.

Prévision des flux monétaires

- .40 Aux fins du calcul du passif des polices, l'actuaire attribuerait des éléments d'actif au passif à la date du bilan, projetterait leurs flux monétaires après cette date et, par essais et erreurs, ajusterait les éléments d'actif attribués pour qu'ils soient réduits à zéro à la date des derniers flux monétaires.
- .41 L'utilisation du travail d'une autre personne peut être appropriée pour prévoir les flux monétaires de certains éléments d'actif, notamment des biens immobiliers. 1610

Impôt sur le revenu et impôt de remplacement

- .42 Cette section porte sur les flux monétaires découlant de l'impôt fondé sur le revenu (ci-après désigné « impôt sur le revenu ») et de tout autre impôt non fondé sur le revenu, mais qui interagit avec l'impôt sur le revenu; par exemple, certaines formes d'impôt sur le capital au Canada (ci-après désigné « impôt de remplacement »).

- .43 Les flux monétaires découlant de ces impôts seraient limités à ceux qui s'appliquent aux polices pertinentes et aux éléments d'actif qui appuient leur passif des polices; par conséquent, à l'exception de la possibilité de recouvrement des futures pertes fiscales décrites ci-après, ces flux monétaires ne tiendraient pas compte de leur lien avec les autres flux monétaires de l'assureur; par exemple, ils ne tiendraient pas compte de l'impôt sur le revenu de placements découlant des éléments d'actif qui appuient le capital de l'assureur. Dans le cas d'un scénario particulier, le revenu prévu avant impôt équivaut à zéro au cours de chaque période comptable après la date du bilan. Il en est ainsi parce que ce scénario suppose la matérialisation des écarts défavorables pour lesquels une provision a été établie. Si le revenu déterminé en conformité avec les règles fiscales équivalait au revenu établi selon les principes comptables généralement reconnus et en l'absence d'impôt de remplacement, les prévisions correspondantes de flux monétaires fiscaux équivaldraient également à zéro. Dans la réalité, ces flux monétaires fiscaux peuvent toutefois ne pas correspondre à zéro pour les motifs suivants :
- 2320.40

des écarts temporaires et permanents entre le revenu établi selon les principes comptables généralement reconnus et le revenu calculé conformément aux règles fiscales;

les dispositions de report prospectif et rétrospectif des règles fiscales; et

l'impôt de remplacement et son interaction avec l'impôt sur le revenu.

- .44 Un écart entre le passif des polices et le passif correspondant calculé conformément aux règles fiscales constitue un exemple d'écart temporaire.

- .45 L'application d'un taux d'imposition préférentiel au revenu de placement d'une catégorie particulière d'actif constitue un exemple d'écart permanent.
- .46 Les prévisions de flux monétaires découlant de ces impôts tiendraient donc compte de l'impôt positif ou négatif découlant d'écarts permanents et temporaires survenus à la date du bilan et après, ainsi que de l'impôt de remplacement encouru après la date du bilan.
- .47 Le passif des polices qui en découle prévoit une provision suffisante pour les flux monétaires attribuables à ces impôts. Si le bilan de l'assureur affiche un actif ou un passif au titre de l'impôt futur à l'égard de ces impôts, alors, pour éviter le double comptage, l'actuaire ajusterait le passif des polices par ailleurs calculé, à la hausse pour tenir compte de l'existence de l'impôt futur à recevoir, et à la baisse pour tenir compte de l'existence de l'impôt futur à payer.
- .48 La réalisation de l'impôt négatif dépend de la disponibilité simultanée du revenu par ailleurs imposable. Aux fins de la prévision de ce revenu, l'actuaire :
- établirait une provision pour écarts défavorables;
 - tiendrait compte de la situation fiscale globale prévue de l'entreprise; mais
 - ne tiendrait pas compte de la libération prévue de provisions pour écarts défavorables dans le passif des polices car, comme il est noté ci-dessus, leur calcul suppose implicitement la matérialisation de ces écarts défavorables.

2320.43

Écarts défavorables assumés par les titulaires de polices

- .49 Il n'est pas nécessaire que le passif des polices prévoie une provision pour écarts défavorables dans la mesure où l'assureur peut en compenser l'effet en ajustant les participations des titulaires de polices, les taux de primes et les prestations. Le droit contractuel de l'assureur au sujet de cette compensation peut être limité par les attentes raisonnables des titulaires de polices, la concurrence, la réglementation, les retards administratifs et la crainte de publicité négative ou d'antisélection.

1740.12
1740.24

Adoption d'un scénario

- .50 Si les scénarios sont choisis sur une base déterministe, l'actuaire adopterait un scénario en vertu duquel le passif des polices se situe dans la partie supérieure de la fourchette des passifs des polices pour les scénarios choisis, à condition toutefois que le passif des polices ne soit pas inférieur au passif prévu en vertu du scénario prescrit comportant le passif des polices le plus élevé.
- .51 Si les scénarios sont choisis sur une base stochastique, l'actuaire adopterait un scénario en vertu duquel le passif des polices se situe à l'intérieur de la fourchette établie en fonction
- de la valeur moyenne des passifs des polices dépassant le 60^e percentile de la distribution du passif des polices prévu en vertu des scénarios choisis; et
 - de la moyenne correspondante au 80^e percentile.

Hypothèses vérifiées par scénarios

- .52 La provision pour écarts défavorables à l'égard d'hypothèses vérifiées par scénario découle du calcul du passif des polices selon plusieurs scénarios et de l'adoption d'un scénario dont le passif des polices est relativement élevé.

Autres hypothèses

- .53 La provision pour écarts défavorables à l'égard de chaque hypothèse, autre que celles vérifiées par scénarios, découle de la marge pour écarts défavorables prise en compte dans cette hypothèse.
- .54 Les hypothèses propres à un scénario donné sont celles qui sont vérifiées par scénarios et chacune des hypothèses qui leur sont corrélées. Par exemple, les participations des titulaires de polices et la levée des options des emprunteurs et des émetteurs sont corrélées aux taux d'intérêt. Les déchéances peuvent être corrélées au niveau des taux d'intérêt ou non, selon les circonstances. Une hypothèse peu corrélée à l'hypothèse vérifiée par scénarios serait commune à tous les scénarios.

Marge pour écarts défavorables

- .55 La marge pour écarts défavorables serait au moins égale à la moyenne de la marge faible et de la marge élevée chaque fois qu'au moins une « considération importante » existe ou qu'au moins une autre considération est importante dans le contexte de l'évaluation. Les considérations importantes varient par type d'hypothèse et sont décrites aux sous-sections 2340 et 2350

2330 HYPOTHÈSES VÉRIFIÉES PAR SCÉNARIOS : TAUX D'INTÉRÊT

Scénario de taux d'intérêt

- .01 Pour chaque période de prévisions comprise entre la date du bilan et les derniers flux monétaires, le scénario de taux d'intérêt comprend :
- une stratégie de placement;
 - un taux d'intérêt pour chaque élément d'actif, sans manquement et une prime correspondante pour chaque élément d'actif assujetti au risque de défaut; et
 - un taux d'inflation conforme à ces taux d'intérêt.
- .02 Le scénario serait uniforme pour toutes les branches d'affaires de l'assureur.
- .03 La stratégie de placements définit la méthode de réinvestissement et de désinvestissement pour chaque type, catégorie de risque de défaut et échéance des éléments d'actif investis qui appuient le passif des polices. L'hypothèse relative à la stratégie de placements actuelle de l'assureur suppose des décisions de réinvestissement et de désinvestissement conformes à cette stratégie et, partant, le risque inhérent à cette stratégie.
- .04 La stratégie de placements appliquée à chaque scénario est cohérente par rapport à la politique de placement actuelle de l'assureur. Le passif des polices ne prévoit donc aucune provision pour accroissement du risque qui pourrait découler d'une modification de cette politique.

- .05 Le nombre d'échéances présumées de l'actif est suffisamment élevé pour favoriser une hypothèse de changement de la forme et de la pente de la courbe de rendement. Cela suppose à tout le moins un court, un moyen et un long termes.
- .06 La fourchette de taux d'intérêt plausible sans manquement au Canada oscille :
- entre 3 et 10 % pour les taux à court terme; et
- entre 5 et 12 % pour les taux à long terme;
- mais si, à la date du bilan et pour une durée équivalente, 125 % du taux courant dépasse la limite supérieure de la fourchette plausible susmentionnée, celle-ci serait alors augmentée à 125 % du taux courant pour l'hypothèse de taux visant les périodes de prévision suivant immédiatement la date du bilan. Si, à la date du bilan et pour une durée équivalente, 50 % du taux réel se situe en deçà de la fourchette plausible susmentionnée, celle-ci serait alors ramenée à 50 % du taux courant pour l'hypothèse de taux visant les périodes de prévision suivant immédiatement la date du bilan.
- .07 Un scénario relatif aux taux d'intérêt d'un pays étranger est formulé de façon indépendante de celui des taux d'intérêt canadiens à moins que l'on s'attende à ce que leur corrélation historique positive se maintienne.
- .08 Les scénarios englobent ceux dont les primes pour risque de défaut oscillent entre 50 et 200 % des primes réelles à la date du bilan.
- .09 L'importance des hypothèses se rapportant à une période de prévisions particulière dépend de l'ampleur des flux monétaires prévus nets à l'égard de cette période.

Scénarios prescrits

- .10 En raison de la nature conjoncturelle des taux futurs de rendement de l'investissement et d'inflation, il est préférable que le calcul du passif des polices de tous les assureurs tienne compte de certaines hypothèses courantes. Il existe donc sept scénarios prescrits, qui sont énoncés ci-après.
- .11 Les scénarios prescrits s'appliquent aux placements dans des titres acquis après la date du bilan.
- .12 Dans le cas d'un scénario prescrit, si, pour une période donnée, les flux monétaires nets prévus sont positifs, l'actuaire supposerait qu'il servirait à rembourser, le cas échéant, le solde de l'emprunt conformément à l'article 2330.14, puis
- supposerait que le reste, le cas échéant, serait réinvesti dans des instruments d'emprunt.

Toutefois, l'actuaire pourrait également supposer un réinvestissement autrement que dans des instruments d'emprunt

de façon à ne pas dépasser le taux de répartition proportionnelle de ces investissements à la date du bilan si l'assureur est habilité à prendre des décisions en matière d'investissements et si un tel réinvestissement est conforme à sa politique d'investissement; ou

selon le taux de répartition proportionnelle prévu conformément aux directives des titulaires de polices si ces derniers sont habilités à prendre des décisions en matière d'investissements.

- .13 On prévoit que la restriction concernant un réinvestissement autrement que dans des instruments d'emprunt s'appliquera dans les cas où la prise en compte d'un recours accru à de tels instruments aurait pour effet de réduire le passif des polices.
- .14 Dans le cas d'un scénario prescrit, si, pour une période donnée, les flux monétaires nets sont négatifs, l'actuaire supposerait alors un désinvestissement ou un emprunt de compensation, ou les deux à la fois. Dans le cas de décisions prises par l'assureur en matière d'investissements, tout emprunt se ferait conformément à la politique d'investissement et constituerait un emprunt à court terme dont on s'attendrait qu'il soit remboursé à brève échéance à même les prochains flux monétaires positifs prévus.
- .15 Les scénarios prescrits donnent des précisions sur les taux d'intérêt applicables à la vente et à l'achat de placements et sur le type et l'échéance des placements achetés, mais non sur le type et l'échéance des placements vendus.
- .16 Les paramètres des scénarios prescrits s'appliquent aux placements libellés en dollars canadiens. Pour chaque scénario prescrit, l'actuaire déterminerait les paramètres correspondants des placements libellés en devises étrangères à partir de la relation historique entre les placements libellés dans la devise en question et ceux libellés en dollars canadiens si le maintien prévu de cette relation le permet. Dans les autres cas, l'actuaire établirait des scénarios indépendants pour les placements libellés dans la devise en question.
- .17 Pour chaque scénario prescrit, la stratégie de réinvestissement applicable aux instruments d'emprunt de l'assureur selon le type et l'échéance

à la date du bilan, représente la distribution de titres que l'assureur achète par la suite;

à compter du 20^e anniversaire, constitue les obligations à coupon sans risque de défaut d'une échéance d'au plus 15 ans; et

entre ces deux dates, elle représente une conversion uniforme de la distribution à la date du bilan en obligations à coupons sans risque de défaut à échéance d'au plus 15 ans.

Scénario prescrit n° 1

- .18 Les taux d'intérêt relatifs à des placements achetés

à la date du bilan, sont ceux qui s'appliquent à la répartition des placements qu'effectue alors l'assureur;

à compter du 20^e anniversaire de la date du bilan, sont égaux à 5 %; et

entre ces deux dates, représentent une transition uniforme des taux à la date du bilan à 5 %.

Scénario prescrit n° 2

- .19 Ce scénario est identique au scénario n° 1, sauf que le taux d'intérêt de 5 % est remplacé par un taux de 12 % au 20^e anniversaire de la date du bilan.

Scénario prescrit n° 3

- .20 Le taux d'intérêt à long terme sans manquement évolue cycliquement par tranche de 1 % entre 5 et 12 %. Le premier cycle est irrégulier : au premier anniversaire de la date du bilan, il correspond

au point de pourcentage entier supérieur suivant si le taux réel à la date du bilan est inférieur à 12 %, le taux aux anniversaires suivants augmentant par tranche de 1 % jusqu'à 12 %, auquel point le cycle se maintient de façon régulière; et

au point de pourcentage entier inférieur suivant si le taux réel à la date du bilan n'est pas inférieur à 12 %, le taux aux anniversaires suivants diminuant par tranche de 1 % jusqu'à 12 %, auquel point le cycle se maintient de façon régulière.

- .21 Le taux d'intérêt à court terme sans manquement évolue de façon uniforme au cours d'une période qui n'excède généralement pas trois ans, à partir du niveau de la date du bilan, jusqu'à 60 % du taux d'intérêt à long terme correspondant et il demeure ensuite à 60 % du taux à long terme correspondant.
- .22 Les autres taux d'intérêt sont conformes à ces taux d'intérêt sans manquement à court et à long termes.

Scénario prescrit n° 4

- .23 Ce scénario est identique au scénario n° 3, sauf que le premier cycle irrégulier atteint 5 % au lieu de 12 %.

Scénario prescrit n° 5

- .24 Ce scénario est identique au scénario n° 3, sauf que le taux d'intérêt à court terme, à une date anniversaire du bilan, représente un pourcentage du taux d'intérêt à long terme correspondant. Ce pourcentage évolue cycliquement en tranches annuelles de 20 %, à partir de 40 % et jusqu'à 120 %, et revient à son point de départ. Le premier cycle est irrégulier; à la date du premier anniversaire, ce pourcentage

se situe à l'échelon supérieur suivant du pourcentage réel à la date du bilan si ce pourcentage est inférieur à 120 %; et

se situe à 120 % dans les autres cas,

après quoi le cycle se maintient de façon régulière.

Scénario prescrit n° 6

- .25 En ce qui concerne le taux d'intérêt à long terme, ce scénario est identique au scénario prescrit n° 4.

- .26 Pour ce qui est du taux d'intérêt à court terme, ce scénario est identique au scénario prescrit n° 5, sauf qu'à la date du premier anniversaire du bilan, le pourcentage
- se situe à l'échelon inférieur suivant du pourcentage réel à la date du bilan si le pourcentage réel est supérieur à 40 %; et
 - se situe à 40 % dans les autres cas.

Scénario prescrit n° 7

- .27 Les taux d'intérêt sans manquement après la date du bilan sont dérivés des taux d'intérêt supposés par la courbe de rendement d'un marché à l'équilibre à cette date.

Autres scénarios

- .28 Outre les scénarios prescrits, qui s'appliquent couramment au calcul du passif des polices pour tous les assureurs, l'actuaire choisirait également d'autres scénarios qui puissent convenir dans les circonstances.
- .29 Dans le cas des scénarios de taux d'intérêt, les autres scénarios susmentionnés seraient en nombre relativement élevé dans la mesure où
- le profil des flux monétaires nets projetés dans le scénario de base est tel que la distinction entre les scénarios favorables et défavorables n'est pas claire;
 - les flux monétaires nets projetés sont particulièrement sensibles aux scénarios de taux d'intérêts retenus;
 - l'étendue des valeurs actualisées des flux monétaires nets projetés est importante, ce qui suggère une plus grande exposition au risque de non-appariement;
 - la politique d'investissement ne prévoit aucune mesure de contrôle sur le risque de non-appariement;
 - l'actif et le passif ne sont pas gérés de façon rigoureuse; ou
 - la marge de manœuvre de l'assureur pour gérer l'actif ou le passif est limitée.

2340 AUTRES HYPOTHÈSES ÉCONOMIQUES

- .001 Les considérations importantes suivantes indiquent des difficultés à estimer correctement l'hypothèse fondée sur la meilleure estimation :

il y a très peu de données d'expérience pertinentes;

l'expérience future est difficile à estimer;

les risques opérationnels ont un effet défavorable sur la probabilité d'obtenir les résultats attendus selon la meilleure estimation;

les critères de souscription de l'actif sont faibles ou mal contrôlés;

il y a des préoccupations au chapitre de la liquidité;

[2320.082](#)

il y a de l'incertitude au chapitre des techniques d'amélioration de crédit utilisées;

la structure de la fiducie et les responsabilités juridiques des diverses parties d'un actif titrisé ne sont pas bien comprises d'un point de vue pratique et(ou) juridique;

l'actif détenu provient d'une structure sans transfert direct de risque avec un réaménagement du risque de crédit qui est difficile à comprendre;

l'actif détenu provient d'une tranche de moindre qualité d'une structure sans transfert direct de risque qui réaménage les risques de crédit;

il y a de l'incertitude quant au crédit de la contrepartie; ou

il n'y a pas de compensation de l'exposition globale avec une contrepartie.

.002 D'autres considérations importantes indiquent une détérioration potentielle de l'hypothèse fondée sur la meilleure estimation :

il y a une concentration importante des risques et(ou) un manque de diversification; ou

des risques opérationnels sont présents, ce qui fait que la probabilité de continuer d'obtenir les résultats attendus selon la meilleure estimation est défavorablement affectée.

Éléments d'actif à revenu fixe : rendement des placements

.01 Les flux monétaires prévus découlant d'un élément d'actif à revenu fixe correspondraient aux flux monétaires prévus pour toute la durée de cet élément, ajustés pour la dépréciation de l'actif et pour la levée des options de l'emprunteur et de l'émetteur.

2340.02
2340.08

Éléments d'actif à revenu fixe : dépréciation de l'actif

.02 La meilleure estimation de l'actuaire au sujet de la dépréciation de l'actif dépendrait des éléments suivants :

le type d'actif, la cote de crédit, la liquidité, l'échéance et la période écoulée depuis l'émission;

la subordination à d'autres créances de l'emprunteur ou de l'émetteur;

les normes de l'assureur en matière de souscription du crédit, le degré de diversification au sein d'un type particulier de placements;

l'expérience de l'assureur dans la mesure où elle peut servir de guide de l'expérience future;

l'expérience de l'industrie de l'assurance;

des garanties qui compensent la dépréciation, comme celles que prévoit une hypothèque assurée; et

les possibilités d'antisélection de la part des emprunteurs et des émetteurs.

- .03 La dépréciation de l'actif englobe les éléments d'actif non performants à la date du bilan et les éléments d'actif qui deviennent non performants après cette date, y compris la perte d'intérêt et de principal, et les frais de gestion du défaut de l'actif.
- .04 Il est probable que la dépréciation de l'actif soit relativement élevée après le renouvellement forcé d'un prêt hypothécaire, c'est-à-dire lorsque le débiteur n'est ni capable de rembourser le solde impayé à l'échéance, ni en mesure de trouver un autre prêteur hypothécaire pour ce faire, mais en mesure d'en poursuivre l'amortissement. La prévision explicite des flux monétaires ultérieurs est habituellement si conjecturale que l'actualisation du coût de dépréciation de cet actif jusqu'à l'échéance du prêt hypothécaire constitue une approximation acceptable à moins qu'elle ne mine l'hypothèse de taux d'intérêt dans le cadre du scénario.
- .05 L'actuaire ne supposerait pas nécessairement que la meilleure estimation de la dépréciation de l'actif est inférieure à la prime du rendement de placement d'un actif par rapport au taux d'intérêt sans risque de défaut correspondant.
- .06 La fourchette de marges pour écarts défavorables à l'égard d'un scénario s'étend de 25 % à 100 % de la meilleure estimation pour ce scénario, sauf
- qu'une marge plus élevée est appropriée lorsque les pourcentages d'une meilleure estimation inhabituellement faible ne sont pas significatifs, et
- que zéro convient habituellement à un titre d'un État membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) libellé dans sa propre devise.

.07 Abrogé

Éléments d'actif à revenu fixe : levée des options de l'emprunteur et de l'émetteur

- .08 À titre d'exemple d'options de l'emprunteur et de l'émetteur, mentionnons l'option de remboursement anticipé d'un prêt hypothécaire, de prorogation du terme d'un prêt et de remboursement anticipé d'une obligation.
- .09 La levée présumée peut dépendre du scénario de taux d'intérêt. L'antisélection par les emprunteurs et les émetteurs commerciaux serait habituellement très élevée.
- .10 Les flux monétaires prévus engloberaient les pénalités découlant de la levée d'une option.

Éléments d'actif à revenu non fixe : rendement des placements

- .11 La meilleure estimation de l'actuaire au sujet du rendement d'un élément d'actif à revenu non fixe ne serait pas plus favorable que le rendement historique des éléments d'actif de même catégorie et présentant les mêmes caractéristiques.
- .12 La fourchette des marges pour écarts défavorables pour les hypothèses de rendement des dividendes d'actions ordinaires et du revenu de location des biens immobiliers s'étend de 5 % à 20 %.

- .13 La marge pour écarts défavorables pour l'hypothèse des gains en capital des actions ordinaires et des biens immobiliers représente 20 % de la meilleure estimation, plus une hypothèse à l'effet que la valeur de ces éléments d'actif fluctue au moment où le changement est le plus défavorable. Ce moment serait déterminé au moyen d'essais, mais il correspond habituellement à la date où leur valeur comptable est la plus élevée. La fluctuation présumée en pourcentage de la valeur marchande d'un portefeuille diversifié d'actions ordinaires nord-américaines représente 30 %; alors que celle de tout autre portefeuille se situe entre 25 % et 40 %, selon la volatilité relative des deux portefeuilles.
- .14 La fluctuation présumée prend la forme d'un gain ou d'une perte selon son effet sur les prestations versées aux titulaires de polices. Une perte en capital pourrait réduire le passif des polices en raison de cet effet.

Impôt

- .15 La meilleure estimation consisterait à maintenir le régime fiscal à la date du bilan, sauf qu'elle devrait inclure une décision définitive ou pratiquement définitive au sujet de la modification de ce régime. La marge pour écarts défavorables serait zéro.

1520.06

Devises étrangères

- .16 Les hypothèses requises comprendraient les taux de change lorsque le passif des polices et les éléments d'actif sous-jacents sont libellés dans une autre devise.
- .17 La meilleure estimation consisterait à maintenir les taux de change à la date du bilan, sauf qu'elle devrait anticiper toute dévaluation défavorable imminente. On établirait une provision pour écarts défavorables à l'égard du non-appariement de devises.

2350 AUTRES HYPOTHÈSES NON ÉCONOMIQUES

Marge pour écarts défavorables

- .01 L'actuaire sélectionnerait une marge pour écarts défavorables entre la marge faible et la marge élevée
- précisée pour chaque hypothèse fondée sur la meilleure estimation énoncée ci-après et
- de 5 et 20 % (ou -5 % et -20 %) respectivement pour toute autre hypothèse fondée sur la meilleure estimation.
- .02 Toutefois, si une marge pour écarts défavorables ne peut être définie en pourcentage de l'hypothèse fondée sur la meilleure estimation, la provision pour écarts défavorables qui s'y rattache correspondrait à l'augmentation du passif des polices découlant du remplacement de l'hypothèse fondée sur la meilleure estimation par une hypothèse prudente.

1740.39

- .03 Les considérations importantes suivantes indiquent des difficultés à estimer correctement l'hypothèse fondée sur la meilleure estimation :

[2320.082](#)

la crédibilité de l'expérience de la société est trop faible pour être la source principale de données;

l'expérience future est difficile à estimer;

la cohorte de risques n'est pas homogène;

les risques opérationnels ont un impact défavorable sur la probabilité d'obtenir les résultats attendus selon la meilleure estimation; ou

la détermination de l'hypothèse fondée sur la meilleure estimation n'est pas affinée.

- .031 D'autres considérations importantes indiquent une détérioration potentielle de l'hypothèse fondée sur la meilleure estimation :

il y a une concentration importante des risques et(ou) un manque de diversification;

les risques opérationnels ont un impact défavorable sur la probabilité de continuer d'obtenir les résultats attendus selon la meilleure estimation; ou

l'expérience antérieure peut ne pas être représentative de l'expérience future et l'expérience peut se détériorer.

D'autres considérations importantes peuvent exister, mais elles sont liées à des hypothèses spécifiques. Dans les cas où c'est applicable, elles sont décrites ci-après.

- .04 La sélection d'une marge supérieure à la marge élevée est toutefois appropriée dans le cas d'une incertitude inhabituellement élevée ou si la provision pour écarts défavorables qui en découle est déraisonnablement faible parce que la marge est exprimée en pourcentage et que la meilleure estimation est inhabituellement faible.

Mortalité dans l'assurance

- .05 La meilleure estimation de l'actuaire au sujet de la mortalité dans l'assurance dépendrait des éléments suivants :

l'âge, le sexe, les habitudes de tabagisme, la santé et le mode de vie de l'assuré;

la durée écoulée depuis l'établissement de la police;

le produit d'assurance et les garanties accordées;

les pratiques de souscription de l'assureur (celles du réassureur à l'égard de la réassurance facultative), y compris l'absence de souscription ou l'application de règles de souscription moins rigoureuses pour un groupe de polices vendues simultanément, si ces critères s'appliquent à la police;

la taille de la police; et

la méthode de distribution et d'autres pratiques de commercialisation de l'assureur;

et tiendrait compte de l'effet de l'antisélection.

- .06 Si la meilleure estimation de l'actuaire tient compte d'une tendance à la baisse à long terme des taux de mortalité ayant pour effet de réduire le passif des polices, l'actuaire est alors tenu d'inverser cette tendance par une augmentation ou une réduction équivalente qu'il choisirait autrement comme marge pour écarts défavorables.
- .07 La fourchette des marges pour écarts défavorables applicable à un taux de mortalité par 1 000 représente un ajout de 3,75 à 15,00, divisé par la meilleure estimation de l'espérance abrégée de vie déterminée à compter de l'âge atteint projeté de l'assuré.
- .08 Abrogé

Mortalité dans les rentes

- .09 L'hypothèse de la mortalité dans les rentes fondée sur la meilleure estimation de l'actuaire dépendrait des éléments suivants :
- l'âge, le sexe, les habitudes de tabagisme, la santé et le mode de vie du rentier;
 - la taille de la prime;
 - le produit de rente et le montant des prestations; et
 - l'enregistrement ou le non-enregistrement, s'il y a eu règlement structuré ou non et le type de contrat (collectif ou individuel);
- et tiendrait compte de l'effet de l'antisélection découlant de l'option offerte au rentier en ce qui a trait au choix du moment relatif aux paiements ainsi qu'aux modalités ou au montant de la rente, ou à l'actualisation des versements.
- .10 La souscription d'assurance dans le cadre d'un arrangement d'assurance et de rente adossé peut avoir un effet défavorable sur la meilleure estimation.
- .11 La meilleure estimation de l'actuaire doit tenir compte de la tendance à la baisse à long terme des taux de mortalité telle que prescrite de temps à autre.
- .12 La fourchette des marges pour écarts défavorables représente une soustraction de 5 % à 15 % de la meilleure estimation.
- .13 Une considération importante supplémentaire pour le calcul du niveau de marge pour écarts défavorables consiste en la possibilité de payer la valeur actualisée des prestations de survie après le début des versements périodiques.

1730.18

2350.01

Morbidité

- .14 La meilleure estimation de l'actuaire à l'égard de la morbidité dans l'assurance dépendrait des éléments suivants :

l'âge, le sexe, les habitudes de tabagisme, l'occupation, le secteur d'activité, la santé et mode de vie de l'assuré;

la durée écoulée depuis l'établissement de la police;

dans le cas d'une police d'assurance de remplacement du revenu, la définition de l'invalidité, les taux de chômage et, dans le cas d'un sinistre à régler, la cause de l'invalidité;

le produit d'assurance et les prestations accordées, y compris le délai de carence, les garanties, les franchises, la co-assurance, les prestations prenant la forme de remboursement de primes, les limites de prestation, l'indexation et les clauses de compensation;

les méthodes de souscription de l'assureur (celles du réassureur dans le cas de la réassurance facultative), y compris l'absence de souscription ou l'application de règles de souscription moins rigoureuses pour un groupe de polices vendues simultanément, si ces éléments s'appliquent à la police;

les méthodes administratives et les pratiques de règlement des sinistres de l'assureur;

la taille de la police;

les fluctuations saisonnières;

dans le cas d'une assurance collective, le niveau de participation; et

des facteurs conjoncturels tels un changement relatif aux compensations gouvernementales;

et tiendrait compte de l'effet de l'antisélection.

1730.18

- .15 Si l'actuaire choisit une meilleure estimation de l'incidence de l'invalidité plus élevée qu'à la normale parce qu'il prévoit un taux de chômage élevé, il ne sélectionnerait pas nécessairement une meilleure estimation plus élevée correspondante de la cessation d'invalidité.

- .16 Abrogé

- .17 La fourchette des marges pour écarts défavorables représente une addition de 5 à 20 % de la meilleure estimation des taux d'incidence de la morbidité, et une soustraction de 5 à 20 % de la meilleure estimation des taux de cessation de morbidité. La sélection de l'actuaire tiendrait compte de la corrélation anticipée entre les taux d'incidence et de cessation.

- .18 Les considérations importantes supplémentaires suivantes sont prises en compte lors du calcul du niveau de marge pour écarts défavorables :

le libellé du contrat n'est pas assez précis pour offrir une protection contre les progrès de la médecine;

les définitions de sinistres ne sont pas précises et(ou) ne protègent pas contre une antisélection potentielle; ou

l'interprétation des définitions de sinistres par les tribunaux est incertaine.

2350.01

Retraits et retraits partiels

- .19 La meilleure estimation de l'actuaire au chapitre des taux de retrait dépendrait des éléments suivants :

le produit d'assurance et les options offertes;

l'âge atteint de l'assuré;

la durée depuis l'établissement de la police;

le mode de paiement et la fréquence des primes;

la situation concernant le paiement des primes;

la taille de la police;

la compétitivité de la police, les frais de rachat, les primes de persistance, l'impôt à payer au retrait et d'autres incitatifs ou éléments de dissuasion en matière de retrait;

le raffinement du titulaire de polices et de l'intermédiaire de vente;

le système de distribution de l'assureur et ses politiques de versement des commissions, de conversion, de remplacement et de commercialisation; et

le scénario de taux d'intérêt;

et tiendrait compte de l'effet de l'antisélection.

1730.18

- .20 L'expérience de l'assureur en matière de retrait est pertinente et habituellement crédible. Elle n'est pas disponible pour les nouveaux produits ni aux durées plus longues concernant des produits récents, ce qui pose problème à l'actuaire si le passif des polices est sensible aux taux de retrait.

- .21 Le paiement automatique des primes d'assurance au moyen d'une rente dans le cadre d'un arrangement d'assurance et de rente adossé constitue un élément de dissuasion en matière de retrait.

- .22 Les taux de retrait sur la réassurance acceptée dépendent des politiques de l'assureur.

- .23 Une « pointe » (« cliff ») est une augmentation soudaine et importante des prestations disponibles au moment du retrait. Cette augmentation peut découler de la hausse de la valeur en espèces, de la diminution des frais de rachat ou de la disponibilité d'une prestation à l'échéance ou d'une prime de persistance. À moins de disposer de données d'expérience pertinentes au sujet du taux de persistance, la meilleure estimation des taux de retrait serait zéro à mesure que l'on se rapproche de la pointe et demeurerait à ce niveau pendant un certain temps avant d'atteindre la pointe. Il en va de même pour les garanties de remboursement de primes d'assurance-vie et d'assurance contre les accidents et la maladie; une modification est apportée dans ce dernier cas si la prestation dépend de l'absence de sinistres ou est réduite du montant des sinistres.
- .24 Le taux de retrait fondé sur la meilleure estimation de l'actuaire serait zéro pour une police libérée sans aucune prestation de non-déchéance.
- .25 La fourchette des marges pour écarts défavorables représente respectivement une addition ou une soustraction, le cas échéant, de 5 % à 20 % des taux de retrait fondés sur la meilleure estimation. Pour s'assurer que la marge pour écarts défavorables fasse augmenter le passif des polices, le choix entre l'addition et la soustraction pourrait devoir varier selon le scénario d'intérêt, l'âge de l'assuré, la durée de la police et d'autres paramètres pertinents. Dans le cas d'un retrait partiel, deux hypothèses sont requises : le montant retiré et le taux de retrait partiel. 2350.01
1740.47
- .26 Les considérations importantes supplémentaires suivantes sont prises en compte dans le calcul du niveau de marge pour écarts défavorables dans les situations où une diminution des taux de déchéance accroît le passif des polices : 1730.18
- la politique de rémunération encourage la persistance; ou
 - l'annulation d'un contrat serait clairement préjudiciable au titulaire de police.
- .261 Les considérations importantes supplémentaires suivantes sont prises en compte dans le calcul du niveau de marge pour écarts défavorables dans les situations où une augmentation des taux de déchéance accroît le passif des polices :
- la politique de rémunération encourage les cessations;
 - l'annulation d'un contrat serait clairement bénéfique au titulaire de police;
 - les contrats ont des clauses qui pourraient provoquer des retraits additionnels en cas de diminution de la cote de crédit de la société; ou
 - il n'y a pas d'ajustement à la valeur marchande en cas de retrait pour les dépôts et les rentes différées.

Déchéance antisélective

- .27 À vrai dire, le terme « déchéance » signifie la cessation d'une police avec valeur de retrait, mais dans le contexte d'une antisélection, elle englobe la cessation ou la levée de l'option de non-déchéance en cas de prolongation d'assurance. La « déchéance antisélective » constitue une tendance à la déchéance de la part des titulaires de polices en santé ou à la non-déchéance chez les titulaires de polices qui ne sont pas en santé, et elle s'accompagne d'une détérioration de l'expérience de l'assureur au chapitre de la mortalité ou de la morbidité. Pour déterminer si la tendance s'est concrétisée dans un cas particulier, il faut soit procéder de nouveau à la tarification des polices tombées en déchéance et de celles qui ne sont pas tombées en déchéance, soit

effectuer une étude de mortalité portant sur les polices tombées en déchéance. Ni l'une ni l'autre de ces options ne semble toutefois pratique. Cependant, les titulaires de polices prennent des décisions qui, à leur avis, les avantagent, de sorte que la déchéance antisélective est plausible lorsque les titulaires de polices perçoivent l'avantage de garder leur police s'ils ne sont pas en santé ou d'abandonner leur police s'ils sont en santé.

.28 Il est difficile de déterminer avec certitude l'intensité de la déchéance antisélective. Il est possible que l'intensité soit proportionnelle à celle de l'intérêt perçu des titulaires de polices. Cependant, la déchéance antisélective représente à peine une **tendance** émanant de l'intérêt **perçu** du titulaire de polices. Ce dernier ne connaît peut-être pas son véritable état de santé. Il peut, par imprudence ou par obligation financière, adopter un intérêt à court terme comportant un inconvénient à long terme; par conséquent, le titulaire de polices qui n'est pas en santé peut abandonner sa police lorsque la prime augmente du fait qu'à son avis il ne peut plus payer cette prime. Par ignorance ou par inertie, un titulaire de polices en santé peut conserver une police qui pourrait être remplacée par une police supérieure. En outre, la déchéance antisélective ne représente pas l'effet invariable d'une décision prise dans l'intérêt perçu du titulaire de polices : un titulaire de polices qui n'est pas en santé peut retirer une police dont il n'a plus besoin et dont le titulaire de polices en santé perçoit le besoin. À défaut de données d'expérience pertinentes et fiables, l'actuaire ne supposerait toutefois pas que la non-déchéance de titulaires de polices en santé influe favorablement sur la meilleure estimation des titulaires de polices persistants.

.29 Les hypothèses de l'actuaire se fonderaient sur la prémisse voulant que les décisions des titulaires de polices

aurent tendance à servir leur intérêt tel qu'ils le perçoivent; et

ne serviront pas l'intérêt de l'assureur à moins que l'intérêt de l'un et de l'autre n'aille de pair.

.30 Voici des exemples de situations où un titulaire de police en santé pourrait percevoir un intérêt à abandonner sa police :

une augmentation des primes d'assurance temporaire renouvelable;

une décision de tarification défavorable pour une assurance temporaire sujette à réadmission;

une diminution des prestations ou une augmentation des primes en vertu d'un contrat d'assurance ajustable;

une prime requise pour éviter la cessation d'une assurance-vie universelle dont la caisse d'accumulation est épuisée;

une diminution du barème des participations;

une offre ou la disponibilité de polices de remplacement supérieures, notamment suite à l'instauration d'une catégorie de tarification préférentielle;

une augmentation importante mais temporaire (sommet) des valeurs de non-déchéance; et

une diminution de la cote de crédit de l'assureur.

1730.18

Frais

.31 L'actuaire sélectionnerait une hypothèse fondée sur la meilleure estimation des frais rattachés aux polices pertinentes et à leurs éléments d'actif sous-jacents, y compris les frais généraux. Les autres frais de l'assureur n'ont aucun rapport avec l'évaluation du passif des polices. Parmi les autres frais, mentionnons :

les frais liés aux polices qui, dans le cas des polices pertinentes, ont été engagés avant la date du bilan, comme les frais de commercialisation et autres frais d'acquisition; et

les frais qui ne sont pas liés aux polices pertinentes et à leurs éléments d'actif sous-jacents, comme les frais de placement pour des éléments d'actif qui appuient le capital.

.32 L'hypothèse tiendrait compte d'un taux d'inflation des frais futurs conformément au scénario de taux d'intérêt.

2330.01

.33 L'expérience des frais de l'assureur est pertinente si la répartition des frais est appropriée aux fins de l'évaluation du passif des polices (ou si l'actuaire peut corriger toute répartition inappropriée, en réaffectant par exemple les charges du siège social aux branches d'affaires en exploitation) et si elle est stable.

.34 Un assureur peut anticiper des taux de frais réduits, mais l'actuaire n'anticiperait une réduction que si elle peut être prévue avec confiance.

.35 Les frais de placement englobent ce qui suit :

les frais d'administration internes et externes;

les frais liés au revenu de placements, notamment les honoraires et commissions reportés et les impôts directs; et

l'intérêt sur les emprunts visant à financer les placements.

.36 L'assureur ne verse ni ne reçoit de loyer en espèces sur les biens immobiliers qu'il possède et occupe. L'actuaire tiendrait compte d'un taux raisonnable pour ces frais et, si le titre immobilier appuie le passif des polices, tiendrait aussi compte de tels revenus dans la sélection d'une hypothèse de frais et de rendement de placements.

.37 Certaines taxes et impôts s'apparentent à des frais. L'actuaire établirait une provision semblable à leur égard dans le passif des polices, dans la mesure où ils ont trait aux polices pertinentes et aux éléments d'actif qui les appuient. Ces impôts englobent les taxes sur les primes, qui sont simples, et les impôts qui ne reposent ni sur le revenu ni sur le revenu net, mais qui peuvent se compliquer en raison d'une relation avec l'impôt sur le revenu; par exemple, les frais engagés à ce jour peuvent être déduits plus tard de l'impôt sur le revenu.

2320.42

.38 La fourchette des marges pour écarts défavorables s'étend de 2,5 à 10 % des frais fondés sur la meilleure estimation, incluant l'inflation. Aucune marge pour écarts défavorables n'est requise pour un impôt comme l'impôt sur les primes, dont les antécédents sont stables.

.39 Les considérations importantes supplémentaires suivantes sont prises en compte dans le calcul du niveau de marge pour écarts défavorables :

la répartition des frais généraux par secteur d'activité, par produit ou par frais d'émission et frais administratifs, n'est pas fondée sur une étude interne récente des frais;

la répartition utilisée n'est pas une base appropriée pour l'hypothèse de frais fondée sur la meilleure estimation;

l'étude des frais ne reflète pas adéquatement les facteurs appropriés régissant les frais; ou

des réductions futures de frais unitaires (avant inflation) sont présumées.

Options offertes aux titulaires de polices

.40 Parmi les exemples d'options offertes aux titulaires de polices, mentionnons une option

d'achat d'assurance additionnelle;

de conversion en assurance permanente;

de sélection d'une assurance prolongée comme option de non-déchéance;

de retrait partiel à partir d'une police d'assurance-vie universelle;

de sélection du montant des primes pour une police à primes variables; et

d'achat d'une rente à un taux garanti.

.41 L'actuaire sélectionnerait l'hypothèse fondée sur la meilleure estimation concernant la levée des options contractuelles et non contractuelles à l'égard desquelles le titulaire a des attentes raisonnables.

.42 La meilleure estimation de l'actuaire dépendrait des éléments suivants :

l'âge atteint de l'assuré;

la durée depuis l'établissement de la police;

le produit d'assurance, de même que les prestations accordées;

les tendances historiques au chapitre du paiement des primes;

le mode de paiement des primes;

le raffinement des titulaires de polices et de l'intermédiaire de vente;

l'intérêt perçu du titulaire et de l'intermédiaire de vente;

la compétitivité de la police; et

le système de distribution de l'assureur et d'autres politiques de commercialisation;

et tiendrait compte de l'antisélection.

- 43 L'actuaire établirait une provision pour écarts défavorables en évaluant l'effet, sur le passif des polices, d'autres hypothèses plausibles concernant la levée d'options par le titulaire et l'adoption d'une hypothèse comportant un passif des polices relativement élevé.

2400 L'ACTUAIRE DÉSIGNÉ

2410 DÉFINITIONS

- .01 Aux sections 2400 et 2500, l'expression « haute direction » désigne
- dans le cas d'un assureur canadien, à la fois le chef de la direction et le directeur financier principal et
 - dans le cas d'un assureur étranger, à la fois l'agent principal pour le Canada et la personne désignée par cet assureur comme responsable des activités de la succursale canadienne.
- .02 Dans la présente section (2400), le terme « conseil d'administration » désigne les membres du conseil d'administration de l'assureur et, dans le cas d'un assureur étranger, la personne désignée comme responsable de la succursale canadienne.

2420 PORTÉE

- .01 Les normes énoncées dans la présente section (2400) s'appliquent à l'actuaire désigné qui, aux termes :
- de la *Loi sur les sociétés d'assurances* fédérale, est l'actuaire d'une société;
 - de la *Loi sur les sociétés d'assurances* fédérale, est l'actuaire de la succursale canadienne d'une société étrangère; ou
 - d'une loi provinciale, a droit à l'information et à une protection contre la responsabilité civile et assume pour le compte d'un assureur des fonctions qui sont pratiquement identiques à celles de l'actuaire désigné aux termes de la *Loi* fédérale.

2430 ÉLARGISSEMENT DE LA PORTÉE

- .01 Les normes énoncées à la présente section (2400) ne s'appliquent pas à un actuaire désigné, à moins que cet actuaire n'ait accès à l'information et ne jouisse d'une protection contre la responsabilité civile semblable à celle que la *Loi sur les sociétés d'assurances* fédérale confère à un actuaire désigné.

2440 ACCEPTATION ET POURSUITE D'UN MANDAT

- .01 *La section 1400 s'applique intégralement au mandat. [En vigueur à compter du 1er janvier 2003]*

Qualification, expérience et connaissances.

- .02 En ce qui concerne la Règle 3, la qualification, l'expérience et les connaissances nécessaires vont au-delà de la simple compréhension technique et comprennent, outre des aptitudes à la communication, la familiarité qui vient de l'expérience, des communications avec d'autres actuaires, des échanges dans le cadre des assemblées de l'Institut et d'une connaissance des circonstances internes et externes de l'assureur.

- .03 L'actuaire qui accepte un mandat pour la première fois peut vouloir s'assurer d'un accès professionnel, officiel et opportun auprès d'un autre actuaire qui a déjà travaillé comme actuaire désigné.
- .04 Il est important que les administrateurs de l'assureur comprennent et acceptent le rôle de l'actuaire et ses besoins en temps, en ressources et en accès à l'information. L'actuaire peut vouloir obtenir confirmation écrite de cette acceptation à moins que son rôle ne fasse déjà partie de la culture d'entreprise de l'assureur.

Information requise

- .05 L'information requise aux fins du travail de l'actuaire comprend livres, comptes, documents et exposés oraux qui permettent d'apprécier les activités et les engagements de l'assureur et les ressources disponibles pour y répondre. L'information comprend :
- les dossiers des polices en vigueur et des sinistres certains non réglés, y compris la réassurance qui les concerne;
 - les dispositions des polices et autres communications avec les titulaires de polices;
 - les données relatives à l'expérience antérieure;
 - les données financières antérieures;
 - les communications avec les vérificateurs externes et les organismes de réglementation;
 - les méthodes de tarification;
 - les méthodes de souscription;
 - le mode de règlement des sinistres (y compris l'évaluation des dossiers) et les coûts;
 - la gestion de l'actif-passif; et
 - la méthode de gestion du capital.
- .06 Le processus visant à déterminer l'information et à garantir l'obtention de cette information au moment requis comprend :
- une compréhension du processus décisionnel de l'assureur;
 - une communication régulière avec les membres de la direction qui peuvent fournir cette information; et
 - une communication régulière avec le vérificateur externe conformément à la *Prise de position conjointe de l'ICA/ICCA*.

2450 RAPPORT SUR LES ÉLÉMENTS EXIGEANT REDRESSEMENT

- .01 *L'actuaire devrait cerner les éléments susceptibles de compromettre la santé financière de l'assureur et en assurer le suivi. L'actuaire devrait examiner et informer la haute direction de toute situation qui nécessite un redressement et, dans le cas d'un assureur canadien, il devrait envoyer un exemplaire de son rapport au conseil d'administration. Le rapport peut comprendre des recommandations en vue de corriger la situation et devrait préciser un délai pour ce faire; l'actuaire pourrait ensuite prolonger ce délai, le cas échéant. Si aucun redressement approprié n'est survenu à l'échéance de ce délai ou du prolongement de celui-ci, l'actuaire devrait alors en informer l'organisme de réglementation de l'assureur. [En vigueur à compter du 1^{er} janvier 2003]*
- .02 Les circonstances et événements défavorables influent à divers degrés sur la santé financière des assureurs. Par exemple, une augmentation du taux d'abandon des polices peut être dévastatrice pour un assureur-vie, mais bénéfique pour un autre. La santé financière et, partant, l'importance des circonstances et des événements susceptibles de la compromettre, varient aussi d'un assureur à l'autre.
- .03 La fréquence et l'envergure du suivi dépendent des circonstances et événements défavorables ainsi que de la situation de l'assureur. Normalement, un examen trimestriel s'impose.
- .04 L'actuaire n'est pas tenu de faire rapport à la haute direction si l'examen révèle une situation défavorable ne risquant pas de compromettre la santé financière de l'assureur. Une information et une consultation officieuses doivent normalement être faites avant l'envoi de ce rapport à la haute direction et peuvent même en éliminer la nécessité.
- .05 Ce rapport décrirait les circonstances ou l'événement défavorable de même que les méthodes et les hypothèses utilisées par l'actuaire dans le cadre de son examen. Il est souhaitable que le rapport comprenne des recommandations visant à corriger la situation.
- .06 Le délai prévu laisse normalement le temps requis dans les circonstances pour apporter un redressement.
- .07 Le rapport à l'organisme de réglementation décrirait l'examen fait par l'actuaire, le rapport transmis à la haute direction et la réponse de la haute direction à ce rapport. L'actuaire informerait le conseil d'administration du rapport transmis à l'organisme de réglementation.

2460 RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

- .01 *L'actuaire d'un assureur canadien devrait, au moins une fois l'an, procéder à un examen et présenter un rapport au conseil d'administration ou à son comité de vérification, si le conseil le désigne à ce titre,*

sur la situation financière et la santé financière de l'assureur; et

si l'assureur dispose d'un fonds des contrats avec participation, sur la répartition du revenu entre les fonds et sur la politique de dividendes et les barèmes de participations à l'égard des titulaires de contrats participants.

2500

- .02 *Au moins une fois l'an, l'actuaire d'un assureur étranger devrait présenter à son agent principal pour le Canada un rapport sur sa santé financière et sa situation financière.* [En vigueur à compter du 1^{er} janvier 2003]

Répartition du revenu

- .03 Le rapport concernant la répartition du revenu entre les fonds doit être juste et équitable envers les titulaires de contrats participants.

Politique de dividendes et barème de participations

- .04 Le rapport sur la politique de dividendes et le barème de participations ferait état de la cohérence entre le barème de participations et la politique de dividendes.

2470 COMMUNICATION AVEC LE VÉRIFICATEUR EXTERNE

- .01 Dans le cadre du travail de l'actuaire, la consultation avec le vérificateur externe de l'assureur est souhaitable lorsque l'actuaire doit présenter à la haute direction de l'assureur un rapport sur un élément qui exige un redressement ou un rapport défavorable sur la santé financière de l'assureur.

2500 EXAMEN DYNAMIQUE DE SUFFISANCE DU CAPITAL

2510 PORTÉE

- .01 Cette section (2500) s'applique à l'actuaire désigné d'un assureur lorsqu'il prépare, conformément à la loi, un rapport au sujet de la santé financière de l'assureur.

2520 ÉVALUATION

- .01 *L'actuaire devrait procéder à l'évaluation annuelle de la situation financière récente et courante et de la santé financière de l'assureur, en fonction des résultats de l'examen dynamique de suffisance du capital à l'égard de divers scénarios.*
- .02 *L'actuaire devrait présenter, soit au conseil d'administration ou à l'agent principal de l'assureur pour le Canada (ou à son comité de vérification, si le conseil le désigne à ce titre), un rapport écrit de chaque évaluation. Le rapport devrait permettre de déterminer quelles sont les mesures à prendre pour contrer tout événement susceptible de compromettre la santé financière satisfaisante que l'évaluation aurait permis d'identifier.*
- .03 *L'actuaire devrait aussi procéder à une évaluation intérimaire s'il survient un changement défavorable et important par rapport aux circonstances propres à l'assureur. [En vigueur à compter du 1^{er} janvier 2003]*

2530 MÉTHODE

Situation financière récente et courante

- .01 L'évaluation porterait sur les activités des derniers exercices financiers (normalement, elle porterait au moins sur les trois derniers exercices) ainsi que sur la situation financière à la fin de ces exercices.

Examen dynamique de suffisance du capital

- .02 L'examen dynamique de suffisance du capital permet d'examiner l'effet de divers scénarios défavorables mais plausibles sur la suffisance du capital prévue de l'assureur. Cet examen constitue l'outil principal dont dispose l'actuaire pour évaluer la santé financière d'un assureur.
- .03 L'examen dynamique de suffisance du capital a pour objet de cerner les événements plausibles qui sont susceptibles de compromettre la santé financière satisfaisante de l'assureur, les mesures qui atténuent la probabilité de survenance de tels événements et les mesures susceptibles d'atténuer l'effet de ces menaces si elles se matérialisent.
- .04 L'examen dynamique de suffisance du capital est une mesure à caractère défensif en ce sens que l'examen permet d'évaluer les circonstances susceptibles de compromettre la santé financière plutôt que d'exploiter les occasions.

Santé financière satisfaisante

- .05 La santé financière de l'assureur est satisfaisante si, pendant toute la période de projection, l'assureur est en mesure de répondre à toutes ses obligations futures en vertu du scénario de base et de tous les scénarios défavorables mais plausibles et, en vertu du scénario de base, est en mesure de satisfaire aux exigences relatives au montant minimal de capital requis.
- .06 Les exigences relatives au montant minimal de capital requis correspondent aux exigences prescrites par l'organisme de réglementation exigeant que l'actuaire soumette un rapport au sujet de la santé financière de l'assureur. En 2001, par exemple, les exigences relatives au montant minimal de capital requis applicables aux assureurs assujettis à la *Loi sur les sociétés d'assurances* fédérale étaient basées sur l'examen de l'actif minimal (EAM) dans le cas d'un assureur IARD canadien, sur le montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (MMPRCE) dans le cas d'un assureur-vie canadien, sur l'examen de suffisance de l'actif dans le cas d'une succursale canadienne d'un assureur-vie étranger et sur l'établissement de la suffisance du dépôt dans le cas d'une succursale canadienne d'un assureur IARD étranger. Dans le cas d'assureurs assujettis à une loi provinciale, le montant minimal de capital requis est basé sur des exigences similaires, applicables selon la juridiction.

Période de projection

- .07 La période de projection commence à la date du plus récent bilan de fin d'exercice dont on dispose. La période de projection à l'égard d'un scénario serait suffisamment longue pour tenir compte de l'effet de son caractère défavorable et de la capacité de la direction à réagir. La période de projection d'un assureur-vie typique serait de cinq ans. La période de projection d'un assureur IARD typique serait de deux ans.

Scénarios

- .08 Les scénarios se composent d'un scénario de base et de plusieurs scénarios défavorables mais plausibles. Chaque scénario tient compte non seulement des polices en vigueur, mais aussi des polices présumées vendues pendant la période de projection et à la fois des opérations d'assurance et de non-assurance, par exemple les activités d'une société de fiducie qui est une filiale de l'assureur.

Scénario de base

- .09 Le scénario de base consiste en un ensemble d'hypothèses réalistes permettant de projeter la situation financière de l'assureur pendant la période de projection. Normalement, le scénario de base correspond au plan d'entreprise de l'assureur. Il est peu pratique que le scénario de base diffère du plan d'entreprise puisque cela sous-entend que la direction de l'assureur et l'actuaire ont une perspective différente à cet égard. L'actuaire accepterait normalement d'utiliser les hypothèses du plan d'entreprise aux fins du scénario de base, à moins que les hypothèses du plan d'entreprise soient tellement incohérentes ou irréalistes que le rapport qui en découlerait serait trompeur. L'actuaire divulguerait dans son rapport tout écart important entre le scénario de base et le plan d'entreprise.

Scénarios défavorables mais plausibles

- .10 Un scénario défavorable mais plausible est un scénario comportant des hypothèses défavorables mais plausibles au sujet de facteurs pouvant influencer sur la santé financière de l'assureur. Les scénarios défavorables mais plausibles varient d'un assureur à l'autre et peuvent changer, avec le temps, dans le cas d'un même assureur.
- .11 L'actuaire considérerait les risques significatifs et plausibles auxquels l'assureur s'expose. Il pourrait s'avérer nécessaire d'établir un certain nombre de scénarios afin de déterminer la sensibilité du capital de l'assureur à l'égard de chaque risque. On s'attend de l'actuaire qu'il mette à l'essai un scénario de base pour présentation d'un rapport annuel et au moins trois scénarios défavorables mais plausibles présentant pour l'assureur les risques les plus importants. L'actuaire est autorisé à présenter dans son rapport moins de trois scénarios défavorables seulement dans des cas exceptionnels où il s'avère impossible d'établir trois scénarios défavorables mais plausibles.
- .12 Dans le cas d'assureurs-vie, l'actuaire considérerait les facteurs susceptibles de compromettre la suffisance du capital en fonction de scénarios défavorables mais plausibles à l'égard de catégories de risque incluant, mais sans s'y limiter, les suivantes :
- mortalité;
 - morbidité;
 - conservation des affaires;
 - non appariement des flux monétaires (risque C-3);
 - dépréciation de la valeur de l'actif (risque C-1);
 - nouvelles ventes;
 - dépenses;
 - réassurance;
 - initiatives gouvernementales et politiques; et
 - risques hors-bilan.
- .13 Dans le cas d'assureurs IARD, l'actuaire considérerait les facteurs susceptibles de compromettre la suffisance du capital en fonction de scénarios défavorables mais plausibles à l'égard de catégories de risque incluant, mais sans s'y limiter, les suivantes :
- fréquence et gravité;
 - tarification;
 - mauvaise estimation du passif des polices;
 - inflation;
 - taux d'intérêt;
 - volume des primes;
 - dépenses;
 - réassurance;
 - dépréciation de la valeur de l'actif (risque C-1);
 - initiatives gouvernementales et politiques; et
 - risques hors-bilan.

- .14 Pour aider l'actuaire à déterminer si un risque est important et plausible, la suffisance du capital de l'assureur devra peut-être être assujettie à un test de sensibilité. L'actuaire devra peut-être déterminer dans quelle mesure un scénario de base doit être modifié avant qu'un scénario défavorable ne fasse en sorte que la santé financière de l'assureur devienne insatisfaisante. L'actuaire pourra alors déterminer si l'assureur fait face à un risque ou à un événement plausible durant la période de projection.

Scénarios intégrés

- .15 Dans bien des cas, les scénarios défavorables mais plausibles sont associés à une faible probabilité de survenance. Dans pareils cas, il n'est habituellement pas nécessaire que l'actuaire établisse des scénarios intégrés par la combinaison de deux scénarios défavorables ou plus ayant une faible probabilité de survenance.
- .16 Dans certains cas, par contre, la probabilité associée à un scénario défavorable mais plausible peut s'apparenter à celle associée au scénario de base. Par exemple, un montant élevé d'actif au bilan pourrait montrer des signes avant-coureurs de détresse. Dans pareils cas, un scénario intégré serait établi en combinant chacun des scénarios défavorables les plus plausibles à un scénario ayant une faible probabilité de survenance. Le scénario ayant une faible probabilité de survenance choisi serait celui qui est susceptible d'avoir le plus d'incidence sur la santé financière de l'assureur et qui s'est avéré plausible lorsque combiné au scénario défavorable le plus probable.
- .17 Un scénario intégré serait compris dans le minimum des trois scénarios défavorables mais plausibles exigé en vertu de l'article 2530.11 si ce scénario s'avérait l'un des trois scénarios les plus défavorables.

Effet des retombées

- .18 Pour s'assurer de la cohérence à l'intérieur de chaque scénario, l'actuaire tiendrait compte de l'effet des retombées. Bien que la majorité des autres hypothèses utilisées dans le scénario de base peuvent demeurer pertinentes à l'égard d'un scénario défavorable mais plausible, certaines devront possiblement être réajustées de manière à tenir compte de l'interdépendance des hypothèses dans le scénario défavorable mais plausible.
- .19 Les retombées incluent tant les mesures réglementaires que les mesures prises par les titulaires de polices, particulièrement dans le cas d'un scénario défavorable mais plausible selon lequel l'assureur ne satisfait pas aux exigences relatives au montant minimal de capital requis. Au moment d'évaluer les mesures réglementaires, l'actuaire considérerait les mesures éventuelles de l'organisme de réglementation et des autorités de réglementation étrangères. De telles mesures réglementaires et la réaction subséquente de la direction tiendraient compte de l'évaluation de solvabilité de l'entreprise visée, peu importe la position de solvabilité de l'entreprise à l'échelle mondiale, telle que déterminée selon les normes réglementaires canadiennes.
- .20 Les retombées incluent aussi la réaction prévue de l'assureur face à des événements défavorables. La sélection des hypothèses portant sur cette réaction tiendrait compte de ce qui suit :
- l'efficacité des systèmes d'information de gestion de l'assureur;
 - la rapidité et la volonté de l'assureur à prendre des décisions difficiles dans des circonstances défavorables tel que démontré antérieurement; et
 - le milieu externe présumé dans le scénario.

L'actuaire ferait rapport de la réaction prévue de façon à ce que les utilisateurs puissent juger de son caractère pratique et adéquat. L'actuaire peut également faire rapport sur les résultats en supposant que l'assureur ne réagira pas aux circonstances défavorables.

Portée de l'évaluation et du rapport

- .21 Le rapport inclurait les principales hypothèses au sujet du scénario de base et les scénarios défavorables mais plausibles comportant les risques les plus importants par rapport à la santé financière satisfaisante de l'assureur. Le rapport inclurait également des commentaires sur chacune des catégories de risque identifiées dans la présente norme. La définition du concept de santé financière satisfaisante, conformément à la présente norme, serait incluse dans le rapport.
- .22 Le rapport comprendrait également les scénarios défavorables mais plausibles ayant été considérés et qui placent l'assureur dans une situation où les exigences minimales de capital requis ne sont pas atteintes. Bien que l'actuaire ait pu signer une opinion sur la santé financière satisfaisante de l'assureur, le rapport préciserait clairement à la direction qu'en vertu de ces scénarios, les autorités de réglementation peuvent imposer des restrictions relativement aux activités de l'assureur, incluant sa capacité à souscrire de nouvelles affaires.
- .23 Si l'évaluation met à jour des circonstances plausibles susceptibles de compromettre la santé financière satisfaisante de l'assureur, l'actuaire tenterait de dégager les mesures de la direction qui atténueraient la vraisemblable ou l'effet d'une telle menace advenant qu'elle se matérialise. Pour chacun des scénarios défavorables mais plausibles présentés dans le rapport, l'actuaire ferait rapport des résultats ainsi que de la réaction prévue de l'assureur aux circonstances défavorables préalablement à toute mesure exceptionnelle de la direction, et ferait ensuite état de l'effet de toute mesure exceptionnelle de la direction. L'actuaire ferait également rapport de toute mesure exceptionnelle de la direction de façon à ce que les utilisateurs puissent juger du caractère pratique et adéquat d'une telle mesure.

2530.20

Réévaluation du passif des polices

- .24 Idéalement, pour chaque scénario défavorable, le passif des polices serait réévalué durant toute la période de projection. Cependant, la réévaluation du passif des polices uniquement à la fin de la période de projection pourrait être un compromis acceptable, à moins que l'actuaire désigné ait des raisons de croire, compte tenu de la situation financière à la fin de la période de projection, qu'à un moment donné durant la période de projection, si l'actuaire procédait à une réévaluation, la santé financière de l'assureur ne serait pas satisfaisante.

Évaluation intérimaire

- .25 Dans de rares cas, un changement défavorable et important par rapport aux circonstances propres à l'assureur depuis la dernière évaluation annuelle peut avoir des conséquences si graves qu'il serait imprudent de retarder le rapport à l'année suivante. Par exemple, il pourrait devenir urgent de présenter un rapport immédiat si l'assureur ne satisfaisait pas à l'exigence du montant minimal de capital requis ou si l'assureur adoptait un plan d'entreprise totalement différent. Dans ce cas, l'actuaire préparerait et présenterait un rapport basé sur une évaluation intérimaire.

2540 RAPPORT

- .01 Dans le cas d'un assureur canadien, l'actuaire ferait rapport au conseil d'administration ou à son comité de vérification, si le conseil le délègue à ce titre. Dans le cas d'une succursale canadienne d'un assureur étranger, l'actuaire ferait rapport à l'agent principal pour le Canada et possiblement au directeur général du siège social de la succursale.

- .02 Afin de donner à la haute direction d'un assureur l'occasion de réagir aux résultats de l'évaluation, l'actuaire discuterait normalement du rapport avec la haute direction de l'assureur avant de le remettre au conseil d'administration ou à l'agent principal pour le Canada.
- .03 Le rapport serait présenté par écrit, mais il est souhaitable de présenter aussi un rapport verbal qui permette questions et discussions. Un rapport d'interprétation est plus utile qu'un rapport statistique.
- .04 Le moment de présentation du rapport dépendrait de l'urgence des éléments signalés dans ledit rapport et de la pertinence d'intégrer l'examen dynamique de suffisance du capital dans le cycle de planification financière annuelle de l'assureur. Le rapport annuel serait présenté dans les douze mois suivant la fin de chaque exercice financier.

2550 OPINION

- .01 *Le rapport devrait contenir un énoncé d'opinion signé par l'actuaire. L'énoncé d'opinion a pour but de faire un rapport sur la santé financière de l'assureur.* [En vigueur à compter du 1^{er} janvier 2003]
- .02 Dans cet énoncé d'opinion, « santé financière future » a le même sens que « santé financière ». L'actuaire pourra utiliser l'expression « santé financière future » de façon à se conformer à la loi ou à la réglementation applicable selon la juridiction.
- .03 L'énoncé d'opinion se lit comme suit : [insérer les mots qui conviennent là où il y a des crochets]

« J'ai complété l'évaluation annuelle de la santé financière [future] de [nom de la société] au [date], conformément à la pratique actuarielle reconnue.

J'ai procédé à l'analyse de la situation financière prévue de la société au cours d'une période de projection de [nombre d'années] ans en fonction de divers scénarios. Une description de ces scénarios et de leurs répercussions sur la société est incluse dans le rapport.

L'analyse comprend des hypothèses sur la croissance de l'entreprise, sur les investissements, [mortalité, morbidité, fréquence des sinistres, injection de capitaux, autres circonstances relatives aux polices] et sur d'autres facteurs internes et externes ayant cours pendant la période de projection, ainsi que toute réaction éventuelle de la direction à divers scénarios défavorables mais plausibles. Les hypothèses les plus importantes sont décrites dans le rapport.

À mon avis, la santé financière [future] de la société [est satisfaisante en vertu de ces hypothèses ou est insatisfaisante pour la ou les raisons suivantes...].

[Montréal (Québec)]
[Date du rapport]

[Mary F. Roe]
Fellow, Institut canadien des actuaires